

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.bodacc.fr

BODACC « A »

Annonce n° 55

05 – HAUTES-ALPES

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE GAP

Ventes et cessions

992 510 735 RCS Gap.

NOUCHE.

Forme : Société en Nom Collectif.

Nom commercial : LA DURANCE.

Capital : 1000.00 EUR.

Adresse : 32, Rue De la République, 05120 L'Argentière-la-Bessée.

Origine du fonds : Etablissement principal acquis par achat au prix stipulé de 320000 EUR.

Etablissement : Etablissement principal.

Activité : Un fonds de commerce de bar, vente d'articles fumeurs, bimbelerie, souvenirs, gérance d'un débit de tabac, comprenant la clientèle, l'achalandage y attachés, l'enseigne et le nom commercial LA DURANCE, licence débit de boisson de 4ième catégorie, droit au bail, matériels et mobiliers, marchandises.

Adresse : 32, Rue De la République, 05120 L'Argentière-la-Bessée.

Précédent propriétaire : 788 641 769 RCS Gap. **POLE DURANCE.**

Date de commencement d'activité : 16 avril 2026.

Publication légale : Mesinfos.fr du 4 mai 2026.

Oppositions : Les oppositions sont reçues dans les 10 jours de la dernière date des publicités légales à l'adresse suivante : 32 rue de la République - 05120 L'Argentière-la-Bessée, adresse du fonds vendu pour la validité et pour la correspondance.

Commentaires : Acte sous seing privé en date du 15/04/2026 enregistré au Service de l'Enregistrement de SDE de GAP le 21/04/2026. Référence : Dos 202600007584 Ref 0504P012026A00306. Adresse de l'ancien propriétaire : 32 Rue de la République 05120 L'ARGENTIERE-LA-BESSEE. Adresse du nouveau propriétaire : 32 Rue de la République 05120 L'ARGENTIERE-LA-BESSEE. Les oppositions seront reçues dans les dix jours suivant la publication prévue à l'article L.141-12 du code de commerce..